

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 JANVIER 1924.

Proposition de loi visant l'insertion dans les cahiers des charges des entreprises de l'État d'une clause relative à l'allocation familiale.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Les troubles économiques, nés de la guerre et de l'après-guerre, ont à la fois ralenti et transformée le mouvement d'action sociale qui fut un des phénomènes les plus caractéristiques de la fin du XIX^e siècle. Sans doute, la plupart des réformes que ce mouvement avait provoquées dans le domaine du travail (réglementation du travail des femmes, des enfants et des adultes, repos dominical, assurances obligatoires, etc.) sont demeurées intactes dans l'arsenal des diverses législations nationales. Quelques-unes même ont été précisées par des conventions internationales : il en a été ainsi de la journée de huit heures, dont les conséquences, placées en regard de l'appel général à la production, sont aujourd'hui si vivement discutées. D'autres réformes, notamment en matière de pensions, cherchent à s'adapter au coût actuel de la vie. Mais les Parlements, de même que les congrès et les groupements d'études, ont cessé de donner le spectacle, auquel la génération précédente s'était habituée, d'une germination incessante de projets et de formules inspirés du souci de la justice ou de la fraternité sociales.

Il faut faire exception cependant pour tout un ordre de préoccupations et d'idées auxquelles l'opinion publique attache de jour en jour une plus grande importance : c'est le problème des familles nombreuses. Dans tous les pays à natalité décroissante ou même à natalité stationnaire, on se rend compte de mieux en mieux de l'intérêt général qui s'attache à faciliter aux parents le moyen de nourrir et d'élever leurs enfants. Que l'action morale ou l'action religieuse aient ici un grand rôle à remplir, il est impossible de le contester. Mais on s'accorde aussi à reconnaître que les pouvoirs publics peuvent y intervenir utilement. Et cette intervention se justifie d'autant plus que les difficultés de la

vie matérielle rendent les charges familiales plus lourdes et plus pénibles. En Belgique, le nouveau régime fiscal et le nouveau régime militaire ont déjà consacré cette vérité. D'autre part, les indemnités familiales que l'État, les provinces et les communes accordent à leurs fonctionnaires, employés et ouvriers, en tenant compte du nombre des enfants de chacun d'eux, s'inspirent de la même préoccupation : il est sage de corriger les conséquences pénibles que crée dans le personnel d'une même entreprise l'inégalité des charges économiques et de chercher à établir, par l'octroi d'allocations familiales proportionnées aux charges respectives de chacun, un certain équilibre entre les besoins et les ressources en ajoutant, au salaire individuel, un appoint qui facilite la vie du foyer.

Des industriels, dont l'initiative ne peut être assez louée et encouragée, l'ont spontanément compris. Sans que rien les y obligeât, sinon une haute conception des devoirs sociaux du patronat, certains d'entre eux imaginèrent d'accorder aux chefs de famille faisant partie de leur personnel des « allocations » mensuelles qui, partant par exemple du chiffre de fr. 7,50 pour un enfant unique, étaient majorées de 12 francs pour chacun des enfants suivants.

En faisant accueil à cette réforme, les industriels ne manquèrent point d'insister sur le véritable caractère de l'allocation familiale, qui ne peut aucunement être considérée comme une fraction du salaire ou comme un sursalaire.

Développant les raisons qui justifient cette distinction, M. L. Banneux, un de nos sociologues les plus distingués, fait les remarques que voici :

« Tout d'abord, il s'avère que le droit à l'allocation repose, non sur la tête du salarié, mais sur la tête du bénéficiaire : la famille, ce qui le rend incessible et insaisissable. Signalons aussi le mode de paiement de l'allocation : alors que le salaire est ordinairement journalier, elle est presque toujours mensuelle ; elle est versée en outre en dehors du service de la paye, souvent par un organisme étranger à la personne de l'employeur, et généralement entre les mains de la mère de famille. Enfin, il n'y a aucune corrélation entre son taux et la valeur économique des prestations fournies par l'ouvrier : l'allocation est indépendante de la quantité comme de la qualité du travail. Ce qui y donne droit, ce qui en est la cause juridique et en détermine la quotité, ce sont les charges de famille. Au reste, si l'allocation faisait partie intégrante du salaire, pourquoi l'ouvrier ne la toucherait-il pas durant toute sa vie, alors qu'elle n'est maintenue que pendant la période de croissance des enfants, et pourquoi le patron pourrait-il l'augmenter, sans augmenter parallèlement le taux des salaires et réciproquement ? De plus, si l'allocation est une fraction du salaire, pour quel motif ne peut-on l'obtenir qu'après un stage préalable dans l'entreprise et pour quel motif fixer, ainsi que font presque toutes les caisses de compensation, un traitement maximum au delà duquel elle n'est pas accordée ? Et ne faut-il pas voir, dans la discussion qu'a parfois soulevée l'opportunité de son extension aux ouvriers étrangers, la confirmation de l'idée que, l'allocation étant un moyen de protection sociale, le bénéfice paraît, de prime abord, devoir en être réservé à la main-d'œuvre nationale ? »

* * *

Ainsi compris, ainsi appliqué dans un nombre toujours croissant d'entreprises, le système des allocations familiales se heurta à un danger qu'il était aisé de prévoir : Quelques-uns des établissements industriels, ralliés à ce système n'allaient-ils pas céder à la tentation, afin de réduire le supplément de frais généraux qu'ils assumaient de ce chef, d'écarter de leur personnel les chefs de famille au profit d'ouvriers célibataires ou mariés sans enfants ?

Pour parer à ce danger, il fallait chercher à égaliser les charges. Ainsi naquit, parmi les métallurgistes de Grenoble, l'idée ingénieuse de la « caisse de compensation ».

Cette « Caisse de compensation », gérée par le syndicat des patrons constructeurs-mécaniciens, avec obligation pour tous les membres du syndicat d'en faire partie, prend à sa charge la totalité des allocations familiales, — le tarif de l'allocation étant le même pour tous les établissements adhérents, — et en effectue les paiements. Elle est alimentée par les contributions respectives des industriels, membres du syndicat, calculées au prorata du nombre total de leurs ouvriers, c'est-à-dire sans distinction entre les ouvriers chargés de famille et les célibataires ou mariés sans enfant.

Chaque entreprise fait tous les mois l'avance des versements aux travailleurs intéressés ; les bordereaux de paiement sont ensuite envoyés à la caisse qui établit le compte de chaque adhérent et, selon les cas, rembourse les sommes payées en trop ou réclame, au contraire, un supplément. Le taux de la contribution patronale est fixé par les soins d'une commission.

Dès 1920, les allocations furent rendues progressives, avec légère diminution à la base et augmentation très sensible à partir du troisième enfant. Il fut aussi décidé d'élever à 14 ans la limite d'âge des enfants bénéficiaires, et d'attribuer une prime fixe pour chaque naissance.

Il est à remarquer :

1° Que la caisse de Grenoble n'exige pas des ouvriers, pour leur permettre de prétendre à l'allocation, un temps de présence minimum dans les usines, et que les étrangers en bénéficient comme les nationaux, à condition que les enfants résident avec le chef de famille ;

2° Qu'en cas d'accident de travail, si l'incapacité qui en résulte pour l'ouvrier est temporaire, l'allocation est maintenue intégralement et la charge en est partagée par l'industriel et par l'assurance ; en cas d'incapacité permanente, elle est supprimée ;

3° Que si l'ouvrier tombe malade, l'allocation est versée en totalité pendant les deux premiers mois, réduite de 50 % pendant les deux mois suivants, supprimée au-delà de ce délai. Enfin, en cas de décès de l'attributaire, elle est maintenue durant trois mois au profit des bénéficiaires.

Le mouvement inauguré dans l'Isère prit en France une extension très rapide. Les caisses de compensation se multiplièrent au cours des années 1919, 1920, 1921 et 1922. Leur nombre s'élevait, fin mars 1923, à 113 caisses, distribuant annuel-

lement 85 millions et intéressant un personnel de 800,000 ouvriers, et il est sans cesse en voie d'accroissement. A ce chiffre éloquent, s'ajoute un nombre à peu près égal d'attributaires ressortissant aux établissements particuliers qui, dans diverses régions, distribuent des allocations à titre individuel. Préoccupées d'étendre encore leur action sociale, certaines caisses de compensation s'intéressèrent à l'amélioration du sort des enfants et organisèrent un service d'hygiène de l'enfance. En même temps, les caisses de compensation françaises comprirent le besoin de se grouper au sein d'une organisation centrale : « le Congrès des caisses de compensation », destinée à favoriser leur liaison et leur propagande.

* * *

La Belgique ne devait pas tarder à connaître un mouvement de ce genre que « le Comité central industriel » s'employa d'ailleurs à accréditer. D'après les chiffres donnés par la *Revue du Travail* de juillet et de novembre 1923, et qui sont commentés par un intéressant rapport de M. l'ingénieur Midol au dernier congrès de la « Ligue des Familles nombreuses », il existe aujourd'hui en Belgique dix caisses de compensation auxquelles il faut ajouter celles de l'industrie charbonnière, le tout représentant un personnel total de 254,335 ouvriers et employés vivant sous le régime des allocations. Après quelques hésitations, les syndicats ouvriers ont compris et apprécié la portée d'une telle réforme.

Certes, les caisses d'allocations familiales n'existent pas encore dans tout le pays, mais elles se développent rapidement. Les groupements industriels qui ont pris l'initiative de ces allocations — et parmi lesquels il faut citer la Caisse de la région de Verviers, celles du Tournaisis et de Renaix, celle de la Fédération des Fonderies de zinc, celle de la Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics, — ont créé, dès la fin de l'année 1922, « le Comité d'Études des allocations familiales ». Presque en même temps furent fondées la puissante Caisse de compensation de la région liégeoise, puis la Caisse de compensation pour allocations familiales du Brabant, la Caisse de compensation pour allocations familiales de la région Charleroi et de la Basse-Sambre, la Caisse de compensation pour allocations familiales de la région d'Anvers. Peu après, les charbonnages décidaient la distribution d'allocations familiales à leur personnel, sans toutefois adhérer au principe de la compensation, et le groupement de la glacerie organisait entre ses membres une caisse de compensation.

Plusieurs raisons permettent d'espérer le développement graduel du régime des allocations familiales et, par voie de conséquence, le progrès des caisses de compensation.

Si l'allocation familiale répond à un noble sentiment de solidarité et de rapprochement entre employeurs et employés, il convient d'ajouter qu'en règle générale le père de famille travaille plus et mieux qu'un autre. Il est moins nomade que le célibataire et plus attaché à l'entreprise. Enfin, il prépare à l'industrie nationale, dans la personne de ses enfants, la main-d'œuvre de demain. De telles considérations sont plus intéressantes que jamais en ce

moment où l'exode de notre main-d'œuvre sévit avec intensité et où les ouvriers qualifiés font souvent défaut.

Faut-il rendre les allocations familiales obligatoires? Quelques-uns l'ont pensé. C'est de cette idée que procédait la proposition de loi déposée à la Chambre française, en février 1920, par M. Bokanowski, député de la Seine, et qui tendait à transformer l'obligation morale, spontanément reconnue par une grande partie du patronat, en une obligation juridique.

Cette proposition comportait :

1° Obligation pour toute personne qui emploie, pendant au moins cent cinquante jours par an et cinq heures par jour ouvrable, une ou plusieurs personnes à un travail salarié :

- a) De verser des allocations pour charges de famille ;
- b) De faire partie d'une caisse de compensation ;

2° Ces allocations comprennent :

- a) Des allocations à la grossesse ;
- b) Des primes fixes de naissance : deux tiers au moins du salaire mensuel pour l'aîné et un tiers au moins pour chacun des puînés ;
- c) Des primes d'allaitement : minimum 10 % du salaire mensuel pendant dix mois ;
- d) Allocations mensuelles pour tous enfants au-dessous de 14 ans et variant entre 5 et 7 1/2 % du salaire mensuel ;

3° Adhésion obligatoire à une caisse de compensation avec versement d'une cotisation s'élevant à un minimum de 5 % du montant total des salaires et appointements versés par chaque employeur.

La proposition Bokanowski souleva de vives protestations dans le monde industriel. On objecta l'aggravation des charges. On fit surtout remarquer que l'obligation généralisée pour tous les employeurs créait un principe dangereux en faisant supporter par une catégorie de citoyens le poids d'une réforme d'assistance sociale, votée au profit d'une autre catégorie. D'autre part, ce système imposait des modalités rigides et uniformes pour l'ensemble du pays, sans tenir compte des contingences locales. Amendée par la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, cette proposition ne fut pas prise en considération par le Parlement français.

Toutefois, le Gouvernement de la République comprit qu'il était possible et qu'il serait utile, sans soulever les mêmes objections, de favoriser activement le développement des allocations familiales.

Une loi du 19 décembre intervint bientôt, ainsi conçue :

« Les cahiers des charges des marchés de travaux publics passés au nom de

l'État, des départements, des communes et des établissements publics pourront prévoir l'obligation, pour les soumissionnaires, de servir des allocations familiales au personnel occupé à ces travaux. Un décret pris dans la forme des règlements d'administration publique déterminera les modalités d'application de la présente disposition. »

Quant aux décrets en date des 13 juillet 1923 qui déterminent les modalités de la loi du 19 décembre 1922, ils comportent une double obligation :

a) Celle de payer des allocations ;

b) Celle d'effectuer ces paiements par l'intervention des caisses de compensation.

Toutefois, aux termes des décrets, le Ministre pourra, mais seulement dans des cas exceptionnels, dispenser par décision motivée les adjudicataires de ces paiements.

L'entrepreneur pourra même, sans l'intervention d'une caisse de compensation, assurer personnellement l'allocation familiale, mais à une double condition :

1° Qu'il emploie au moins 2,000 ouvriers ou employés ;

2° Qu'il ait organisé dans son entreprise un service d'allocation remplissant les mêmes conditions que les Caisses de compensation agréées.

En dehors de ces réserves, il y a obligation pour tous les adjudicataires de justifier qu'ils ont adhéré à une caisse de compensation.

« Pourquoi l'État s'adresse-t-il à une caisse de compensation ? écrit M. Graveron, président du Syndicat des entrepreneurs de travaux publics de France, qui a fait de ces décrets un commentaire très suggestif.

» Parce que l'État veut que les ouvriers qui travaillent pour lui par l'intermédiaire d'entrepreneurs bénéficient des mêmes avantages que ceux qu'il accorde à ses collaborateurs directs.

» La Caisse de compensation, que le décret définit justement une institution constituée entre les chefs d'entreprise en vue de répartir entre eux la charge résultant du service des allocations, est pour lui l'organisme indispensable lui garantissant que le paiement des allocations n'aura pas pour conséquence le renvoi des pères de famille.

» Mais il lui faut aussi la garantie que les caisses ne seront pas des organismes de profit que le désir du lucre et la malhonnêteté pourraient détourner de leur objet.

» Il faut, en un mot, que l'État prenne des mesures de précaution, ainsi qu'il l'a fait pour les compagnies d'assurances-accidents.

» Comme en dernier ressort, c'est lui qui supportera les nouvelles charges, il a donc le droit d'exiger de ceux qui géreront les caisses, l'observation des conditions qui lui paraîtront nécessaires pour la défense des intérêts des ouvriers.

» Les nombreuses caisses qui se sont constituées successivement ont toutes réussi, précisément, comme on l'a fait remarquer, en raison de leur souplesse qui leur permettait de s'adapter à tous les besoins des industriels.

» Il serait extraordinaire que l'État n'eut pas le droit de choisir les caisses qui pourront lui donner satisfaction et qui voudront bien s'adapter à ses besoins.

» C'est en s'inspirant de ces idées que le décret exige que les caisses qui verseront les allocations familiales soient agréées. »

Et comment se fera cet agrément?

« Par le Ministre du Travail. Toutefois, pour éviter une centralisation excessive et pour tenir compte surtout du caractère régional et local des salaires, tenant compte également de l'existence des caisses de compensation sur presque tout le territoire, le décret spécifie que cet agrément se fera après consultation d'une commission locale et régionale.

» Ces commissions seront composées naturellement des représentants des administrations intéressées qui seront plus aptes à déterminer les besoins auxquels devront satisfaire les caisses.

» Quelles sont les conditions exigées de celles-ci?

» Il ne paraît point être question, contrairement aux craintes trop souvent exprimées et qui n'ont pas été étrangères au retard apporté à l'élaboration du décret, d'établir un cadre rigide.

» L'Administration semble vouloir se borner à s'entourer de toutes les garanties nécessaires pour le bon fonctionnement des caisses.

» Elle veut s'adresser à des organismes sérieux, ayant un nombre d'adhérents et de bénéficiaires suffisamment important pour pouvoir subsister, elle veut s'assurer aussi de la valeur morale des administrateurs des caisses, de l'importance financière de ces dernières. »

* * *

Ne serait-il pas opportun de chercher à introduire dans notre pays une réforme analogue? Nous sommes portés à le croire. Toutefois, nous ne pensons pas qu'il convienne de rendre l'affiliation aux caisses de compensation obligatoire pour tous les adjudicataires de l'État. Le caractère de cette institution se concilie mal avec l'obligation, et d'ailleurs les caisses de compensation, ainsi qu'il résulte de l'intéressant rapport présenté le 14 novembre 1923 au « Comité d'études des allocations familiales » ne sont pas encore suffisamment généralisées en Belgique ⁽¹⁾.

La solution doit plutôt être recherchée, pensons-nous, dans une formule qui, pour les travaux publics de l'État, laisse aux adjudicataires l'alternative entre cette affiliation et le paiement à leurs ouvriers d'une allocation familiale directe.

Cette formule aurait pour effet de développer les affiliations et en tout cas de favoriser les ouvriers pères de famille. Or, si l'allocation familiale n'est en aucune façon une créance de l'ouvrier vis-à-vis du patron qui l'emploie, ne peut-on pas prétendre que la Nation, — représentée par les pouvoirs publics, —

(1) *Comité d'études des allocations familiales*. Rapport présenté en séance du 14 novembre 1923, par M. Paul Goldschmidt. (Bruxelles. Imprimerie Weisembruch, 1923.

a des devoirs particuliers vis-à-vis des familles nombreuses? Ces familles préparent à la Nation sa main-d'œuvre et ses cadres. Les intérêts de ces familles ne sont-ils pas l'intérêt de l'État lui-même ⁽¹⁾?

Il suffirait à cet effet d'inscrire, dans les cahiers des charges des travaux publics, que, pour le choix de l'adjudicataire, l'État accorde la préférence aux soumissionnaires qui justifieront de leur affiliation à une Caisse d'allocations familiales dont les statuts assurent une allocation mensuelle minimum de 10 francs par enfant de moins de 14 ans. Pour la comparaison des offres, les prix des soumissions des non-affiliés seront augmentés de 2 %. Si l'adjudicataire n'est pas affilié à une Caisse d'allocations familiales, il devra payer à ses ouvriers et employés une indemnité familiale s'élevant à un minimum de 50 centimes par jour et par enfant de moins de 14 ans. Dans tous les cas, l'adjudicataire fournira à l'administration, dès le commencement des travaux, une liste des membres de son personnel tant ouvrier qu'employé qui y sont occupés avec la composition de la famille de chacun d'eux et la date de naissance de chaque enfant dont l'âge ne dépasse pas 14 ans. Il devra également renseigner l'Administration sur toute modification qui surviendrait au cours des travaux dans la composition de cette liste et dans celle des familles des intéressés. En cas de non paiement des indemnités par la Caisse d'allocations familiales ou par le patron non affilié, l'Administration effectuera les paiements aux ayants droit pour le compte de l'entrepreneur adjudicataire et retiendra les sommes ainsi déboursées sur les sommes dues par les travaux exécutés.

Ce système est celui que la Ville de Liège a introduit dans ses cahiers des charges par une décision du 26 février 1923, dont notre proposition reprend les termes. Il a l'avantage, en laissant aux adjudicataires l'alternative entre l'affiliation et la non affiliation aux Caisses de compensation, d'éviter une règle d'intervention trop rigide. Il fait confiance aux industriels qui ont fait preuve d'initiative et ne prétend point s'immiscer dans la gestion et la répartition des Caisses qu'ils ont créées.

Le 6 juillet 1923, le Conseil provincial du Hainaut a pris une décision analogue. Le 1^{er} novembre 1923, la Ville d'Anvers a accueilli, à son tour, la même réforme avec des modalités quelque peu différentes. Son règlement est conçu comme suit :

« Les cahiers des charges des adjudications de travaux publics de la Ville et des travaux exécutés pour elle, ainsi que ceux subsidiés par elle, devront contenir l'obligation pour les entrepreneurs d'allouer au personnel, tant ouvrier qu'employé, qu'ils occupent aux travaux de la Ville, une indemnité familiale d'au moins :

10 francs par mois pour le 1 ^{er} enfant			
12	id.	2 ^e	id.
14	id.	3 ^e	id.
16	id.	4 ^e	id.

(1) *Semaines sociales de France*, XV^e Session. Grenoble, 1923. (J. Gabalda, éditeur, Paris.)

et pour chacun des suivants en dessous de 14 ans (du commencement jusqu'à la fin du travail à exécuter). Ils devront indiquer sur les états de salaire séparément et pour chaque membre de leur personnel, les indemnités familiales qu'ils ont payées.

» L'entrepreneur fournira à l'Administration communale, dès le commencement du travail, une liste du personnel, tant ouvrier qu'employé, qui y participe, mentionnant la composition de la famille de chacun d'eux et la date de naissance de chaque enfant dont l'âge ne dépasse pas 14 ans.

» Il devra également renseigner l'Administration communale sur toute modification qui surviendrait, au cours des travaux, dans la composition de cette liste, et dans celle des familles des intéressés.

» En cas de non paiement des indemnités familiales par l'entrepreneur, le Collège effectuera les paiements aux ayants droit pour le compte de l'entrepreneur adjudicataire et retiendra les sommes ainsi déboursées sur les sommes dues pour les travaux exécutés ou sur son cautionnement.

» Ces indemnités familiales ne peuvent entrer en ligne de compte pour la formation des minima de salaires fixés par délibération du Conseil du 23 janvier 1923 ».

. * *

En proposant d'étendre la formule liégeoise aux travaux de l'État, nous ne nous dissimulons pas les objections qui surgiront. Mais nous croyons que la sagesse même des chefs d'entreprise ramènera ces objections à leur valeur véritable, qui se réduit à peu de chose, au regard des avantages sociaux d'une telle réforme.

On objectera sans doute que ce système créera une charge nouvelle pour les adjudicataires. Nous répondons que beaucoup d'entre eux sont dès aujourd'hui affiliés à des caisses de compensation. Ils apprécient, dans le système des allocations familiales, un moyen de retenir les meilleurs ouvriers, conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités, ayant la pondération et la pratique de la vie. Or, on ne voit pas que les employeurs affiliés à ces caisses de compensation soient victimes de la concurrence des autres. Les premiers ont-ils des prix unitaires supérieurs aux seconds ?

La profession industrielle que notre proposition touche plus directement, possède déjà, il est utile de le remarquer, une importante *Caisse nationale d'Allocations familiales et d'Assurances sociales du Bâtiment et des Travaux publics*, créée par la Fédération nationale de ce groupement. Cette Caisse, des mieux comprise et des mieux dirigée, fut fondée le 2 août 1922 : elle compte aujourd'hui 242 adhérents et contrôle 46 millions de francs de salaire par an. Seuls peuvent en faire partie les chefs d'entreprises, soit industrielles, soit commerciales, appartenant au bâtiment et aux travaux publics ou à leurs industries connexes (carrières, briqueteries, etc.). Quant aux bénéficiaires, ce sont les employés et ouvriers des firmes associées :

a) Qui sont titulaires d'un traitement ou d'un salaire dont le revenu annuel ne dépasse pas 9,000 francs.

- b) Qui ont à leur charge des enfants âgés de moins de 14 ans;
- c) Qui, au moment du paiement des allocations, ont un minimum d'un mois de présence effective dans une firme associée.

Le but de cette association sans but lucratif, tel que le détermine l'article 4 des statuts, est de « recueillir et gérer les cotisations de ses membres en vue de l'octroi à leur personnel ouvrier et employé occupé en Belgique d'allocations familiales et d'assurances sociales telles que : assurance contre les accidents, l'invalidité, la maladie, la vieillesse, le chômage, ainsi que toutes autres opérations d'assurance et d'entraide. » On voit donc que son objet social embrasse d'autres opérations que les allocations familiales.

Quant aux industriels qui soumissionneront pour les travaux de l'État sans être affiliés à des caisses de compensation, l'obligation contractuelle qu'ils accepteront de payer les allocations ne leur apparaîtra-t-elle pas compensée par la garantie qu'ils auront de pouvoir s'assurer un meilleur personnel?

Par le fait que ces allocations sont réservées aux enfants de moins de 14 ou 15 ans, elles intéressent principalement les ouvriers de 25 à 45 ans, limite d'âge où l'on rencontre communément les meilleurs éléments. Ce sont en général des ouvriers formés, en possession de leur métier, dans toutes les conditions physiques et psychiques favorables à un bon rendement. Ce sont des pères de familles, conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités sociales, ayant la pondération et l'expérience de la vie.

Que si quelques industriels considéraient comme négligeable cet aspect du problème, il sera aisé de leur montrer, chiffre à l'appui, combien sont faibles après tout, les charges que représentent actuellement les allocations familiales : de 1,80 % à 2 % du montant des salaires payés. D'autre part, lorsque l'entente se sera établie à ce sujet parmi les chefs d'entreprise — par l'intermédiaire des caisses de compensation qui mettent tous les concurrents à égalité — quoi de plus simple, s'ils ne peuvent vraiment supporter ce léger fardeau, que de reporter sur les consommateurs, c'est-à-dire sur tout le monde, les frais des allocations incorporés dans le prix de revient?

A supposer, en effet, que ces charges, incorporées dans le prix de revient, doivent majorer quelque peu le prix des travaux publics, la collectivité en supportera le poids. Elle se rendra indirectement service à elle-même. Et l'inscription de ce nouveau principe dans les contrats et les marchés aura peu à peu, sur l'opinion publique, le même effet exemplatif et heureux qui s'est produit jadis par l'inscription, dans les cahiers des charges, du minimum de salaire, du repos du dimanche et de l'assurance contre les accidents du travail.

Les allocations familiales procèdent d'une pensée trop juste et trop féconde pour que l'État belge ne fasse pas, dans les travaux et les entreprises auxquels il fait procéder, un sérieux effort pour en généraliser l'application.

H. CARTON DE WIART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 JANUARI 1924.

Wetsvoorstel tot opneming, in de lastkohieren van 's Rijks werken,
van eene bepaling betreffende de gezinsvergoeding.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De economische ontreddeeling, die uit den oorlog en den na-oorlog is ontstaan, heeft den gang der sociale actie, die een der meest kenmerkende verschijnselen was van het einde der XIX^{de} eeuw, te gelijkertijd vertraagd en hervormd.

Het meerendeel van de hervormingen, die deze beweging op het gebied van den arbeid heeft tot stand gebracht, als daar zijn : regeling van den arbeid der vrouwen, der kinderen en der volwassenen, zondagsrust, verplichte verzekeringen, en zoo meer, zijn gebleven wat zij waren in de wetgeving van de verschillende landen. Enkele zelfs werden nader ontlind door internationale overeenkomsten, zooals de achturedag, waarvan de gevolgen, in verband met den algemeenen roep tot meerdere productie, thans zoo heftig worden betwist. Andere hervormingen, namelijk in zake pensioenen, tracht men aan te passen aan de heerschende levensduurte. Maar de Parlementen, evenals de congressen en de studiekringen, leveren niet meer het schouwspel, waaraan het vorige geslacht gewoon was geraakt, van dien overvloed van ontwerpen en formules die de sociale rechtvaardigheid en broederlijkheid deden ontstaan.

Uitzondering dient echter gemaakt voor een vraagstuk waarmede de openbare meening, met steeds stijgende belangstelling, zich bezig houdt. Het is het vraagstuk der groote gezinnen. In al de landen met een dalend geboortecijfer of zelfs met een gelijkblijvend geboortecijfer, geeft men zich meer en meer reukenschap van het belang dat de algemeenheid er bij heeft aan de ouders de middelen te verschaffen hunne kinderen te voeden en groot te brengen. Men kan niet betwisten dat hier van zedelijkheid en godsdienst zeer wel moet verwacht worden. Maar algemeen wordt ook aangenomen dat de openbare machten het hare kunnen bijbrengen, te meer daar de moeilijkheden van het stoffelijk leven de gezinslasten steeds zwaarder en pijnlijker maken. In België werd daarmede

reeds rekening gehouden in het nieuwe belastingstelsel en in het nieuwe legerstelsel. De gezinsvergoedingen die de Staat, de provinciën en de gemeenten anderdeels, verleen en aan hunne ambtenaren, bedienden en werklieden, op grond van het getal kinderen dat elk van hen heeft, steunen op hetzelfde beginsel. Men handelt verstandig met de harde gevolgen welke, onder het personeel eener zelfde onderneming, uit de ongelijkheid der economische lasten voortvloeien, te verbeteren, en te trachten, door het verleen van gezinsvergoedingen geëvenredigd aan elks respectieve lasten, een zeker evenwicht te brengen tusschen de behoeften en de geldmiddelen, met bij het individueel salaris een toeslag te voegen die het huiselijk leven verlicht.

Men kan de industrieelen, die dit uit eigen beweging reeds deden, niet genoeg prijzen en aanmoedigen. Zonder dat iets hen daartoe verplichtte, tenzij eene hooge opvatting van de plichten van den werkgever, hebben sommigen onder hen aan de gezinshoofden tot hun personeel behoorend, maandelijksche vergoedingen verleend. Deze vergoedingen, met als grondslag bij voorbeeld fr. 7,50 voor een eenig kind, werden gebracht op 12 frank voor elk der volgende kinderen.

Bij het aannemen van deze hervorming, hebben de industrieelen met nadruk het juiste karakter van de gezinsvergoeding doen uitschijnen, die geenszins mag beschouwd worden als een deel van het salaris of als een over-loon.

Bij de uiteenzetting van de redenen die dit onderscheid billijken, bracht de heer L. Banneux, een onzer uitnemendste sociologen, de volgende opmerkingen in het midden :

« Vooreerst, is het duidelijk dat het recht van vergoeding niet op het hoofd van den loontrekkende berust, maar op het hoofd van den belanghebbende, het gezin, waardoor het onaantastbaar en onvervreemdbaar is. Wijzen wij ook op de wijze van betaling van de vergoeding : zij geschiedt bijna altijd maandelijks, terwijl het loon dagelijks betaald wordt. Zij wordt bovendien niet uitbetaald door den dienst van de betaling, dikwijls door een organisme dat vreemd is aan den persoon van den werkgever, en gewoonlijk in de handen van de huismoeder. Er is verder geen verband tusschen het bedrag dier vergoeding en de economische waarde van wat door den arbeider als werk is geleverd : de vergoeding is niet afhankelijk van de quantiteit noch van de qualiteit van het werk. Alleen de gezinslasten geven er recht op, zijn er de juridische oorzaak van en bepalen er van de hoegrootheid. Ten andere, indien de vergoeding een vast deel was van het loon, waarom zou de werkmán ze dan niet geheel zijn leven trekken, terwijl ze nu maar wordt verleend gedurende het tijdperk dat de kinderen opgroeien, en waarom zou de werkgever ze kunnen verhoogen zonder tegelijkertijd het bedrag der loonen te verhoogen, of omgekeerd? Zoo, daarenboven, de gezinsvergoeding een deel van het salaris is, waarom kan men ze dan niet bekomen dan na een zekeren tijd te hebben gearbeid in de onderneming, en waarom een maximum-loon bepalen boven hetwelk zij niet meer wordt verleend, zooals meest al de compensatiekassen doen? En moet men, in de betwisting die soms oprees of het gepast was ze uit te breiden tot de vreemde werklieden, niet de bevestiging zien van de meening dat het voordeel van de vergoeding, die een middel van sociale bescher-

ning is, vooreerst schijnt te moeten te goed komen aan de arbeiders van ons land ? »

* * *

Aldus opgevat en toegepast in een steeds grooter stijgend aantal ondernemingen, moest het stelsel der gezinsvergoedingen aanbotsen tegen een gevaar dat gemakkelijk te voorzien was : zouden sommige nijverheidsinrichtingen, die zich bij dit stelsel hadden aangesloten, aan de bekoring kunnen weerstaan, namelijk : uit hun personeel de huisvaders weren ten voordeele van ongehuwde of gehuwde maar kinderlooze arbeiders, om de hogere algemeene kosten te verminderen die ze aldus op zich namen?

Om dit gevaar te vermijden, moest men trachten de lasten gelijk te verdeelen. En zoo is bij de metaalbewerker van Grenoble de slimme gedachte opgerezen van de « Compensatiekas ».

Deze « Compensatiekas », beheerd door het syndicaat der werkgevers (constructeurs mekaniekbewerkeren) met de verplichting voor al de leden van het syndicaat er deel van uit te maken, neemt al de gezinsvergoedingen op zich, — (het tarief van de vergoeding hetzelfde zijnde voor al de aangesloten inrichtingen) — en doet de uitbetalingen. De kas wordt voorzien door de respectieve bijdragen van de industrieelen, leden van het syndicaat, berekend op grond van het gezamenlijk getal hunner arbeiders, dit wil zeggen zonder onderscheid tusschen de werklieden met een gezin en de ongehuwden of gehuwden zonder kinderen.

Elke onderneming verstrekt maandelijks het voorschot der stortingen aan de betrokken arbeiders; de lijsten der betaalde sommen worden daarna aan de kas gestuurd, die de rekening opmaakt van elk aangesloten lid, en die, desgevallend, de te veel betaalde sommen terug uitkeert of, desnoods, de onbrekende som opeischt. Het bedrag der patroonsbijdrage wordt door eene Commissie vastgesteld.

Vanaf 1920 stegen geleidelijk de tegemoetkomigen met eene lichte vermindering bij de eerste uitkeering en eene merkelijke verhooging te rekenen van het 3^e kind. Insgelijks werd bestist de leeftijdsgrens der rechthebbende kinderen op 14 jaar te stellen en eene vaste premie toe te kennen voor iedere geboorte.

Men dient op te merken :

1^o Dat de Kas van Grenoble geen minimum-aanwezigheidstijd in de fabriek eischt van de werklieden om hun het recht op tegemoetkoming te verleen; en dat de vreemdelingen dezelfde rechten genieten als de landgenooten, op voorwaarde dat de kinderen met het gezinshoofd samenwonen;

2^o Dat, indien, bij werkongeval, de daaruit voortkomende werkonbekwaamheid slechts tijdelijk is, de uitkeering onverminderd wordt behouden en het bezwaar daarvan door den industrieel en door de verzekering wordt gedragen; ingeval van bestendige werkonbekwaamheid valt de tegemoetkoming weg;

3^o Dat, bij ziekte, de onderstand geheel wordt uitgekeerd tijdens de eerste twee maanden, op 50 t. h. wordt verminderd gedurende de twee volgende maanden, en daarna wegvalt. Komt het aangesloten lid te overlijden, dan wordt de onderstand gedurende drie maanden aan de rechthebbenden uitgekeerd.

De beweging, in de Isère ontstaan, nam in Frankrijk spoedig uitbreiding. Tijdens de jaren 1919, 1920, 1921 en 1922 rezen de compensatie-kassen op in grooten getale, in zoo verre dat er in 1923, 113 kassen bestonden met eene jaarlijksche uitkeering van 85 miljoen en 800,000 leden; en nog immer groeit dit getal aan. Dit zijn sprekende cijfers, waaraan men een ongeveer even groot getal leden moet toevoegen die aangesloten zijn bij partikuliere instellingen welke, over onderscheidene streken onderstand verstrekken ten persoonlijken titel. Ten einde hunne sociale werking nog verder uit te breiden, trokken sommige kassen zich het lot der kinderen aan en hebben te hunnen behoeve een gezondheidsdienst ingericht. Terzelfder tijd hebben de Fransche compensatiekassen ingezien dat zij behoefte hadden aan eene centrale inrichting: « Le Congrès des caisses de compensation », ten einde hun onderling verband en de propaganda er van te bevorderen.

*
* *

België zou spoedig eene dergelijke inrichting bezitten, welke trouwens het « Industrieel middencomiteit » zich zou beijveren ingang te doen vinden. Uit de cijfers door het « Arbeidsblad » van Juli en November 1923 opgegeven, cijfers welke op het jongste Congres van den « Bond der groote gezinnen » in een belangwekkend verslag door den ingenieur Midol — zakelijk werden uiteengezet — blijkt, dat er heden ten dage in België tien compensatiekassen bestaan met bovendien de kassen der kolenbedrijven, die te zamen 254,335 leden tellen, werklieden en bedienden, welke de voordeelen der inrichtingen genieten. Na wat talmen, hebben de werklieden-syndicaten de waarde van deze hervorming begrepen.

Ongetwijfeld bestaan de kassen voor gezinsvergoeding nog niet over geheel het land, doch hunne uitbreiding gaat snel. De industriele groepeerings welke in deze zaak het initiatief hebben genomen, en waaronder dienen te worden vermeld: de Kas van Verviers, de Kas van het Doorniksche en die van Ronse, die van den Bond der Zinkgieterijen, die van den Bond der Bouwwerkers en der Openbare Werken, hebben vanaf einde 1922 het « Studiecomiteit voor de gezinsvergoedingen » opgericht. Schier terzelfder tijd kwamen tot stand: de machtige Compensatiekas van het Luikerland, de Compensatiekas voor gezinsvergoeding van Brabant, de Compensatiekas voor gezinsvergoeding van Charleroi en Neder-Samber, de Compensatiekas voor gezinsvergoeding van Antwerpen. Weinig tijds daarna beslisten de steenkolenbedrijven tot de uitkeering van gezinsvergoedingen voor hun personeel, zonder daarom tot het beginsel van de compensatie toe te treden; en de groepeerings van de glasnijverheid richtte onder hare leden eene Compensatiekas in.

Gewichtige redenen laten toe, de geleidelijke uitbreiding van het stelsel der gezinsvergoedingen te verhoppen, en dienvolgens de uitbreiding der Compensatiekassen. Bijaldien de gezinsvergoeding de uiting is van een edel solidariteits- en toenaderingsgevoelen tusschen werknemers en werkgevers, dan dient hier te worden aan toegevoegd, dat de huisvader meer en beter werkt dan een ander.

Hij is standvastiger dan de ongehuwde en meer aan de onderneming gehecht. Bovendien waarborgt hij door zijne kinderen den handenarbeid voor toekomst. Het belang van dergelijke beschouwingen staat hooger dan ooit, thans dat de handenarbeiders in vloed uitwijken en het gebrek aan ambachtsslieden zich vaak zoo sterk doet gevoelen.

*
* * *

Moet de gezinsvergoeding verplichtend worden gemaakt? Naar de meening van sommigen wel. Van deze meening ging het wetsvoorstel uit, dat door den heer Bokanowski, afgevaardigde van het Seine-Departement, in 1920 ter Fransche Kamer werd neergelegd en ten doel had de zedelijke verplichting, door een groot aantal werkgevers spontaan op zich genomen, om te zetten in eene wettelijke verplichting.

Dit voorstel luidde, onder meer :

1° Alwie gedurende ten minste honderd vijftig dagen per jaar en vijf uren per werkdag een of meer personen aan betaalden arbeid bezigt, is verplicht :

- a) Bijdragen voor gezinslast te storten;
- b) Deel uit te maken van een compensatiekas.

2° Deze bijdragen bestaan uit :

- a) Toelagen in geval van zwangerschap;
- b) Vaste onderstandsgelden bij geboorte : ten minste twee derden van het maandloon voor den eerstgeborene en ten minste één derde voor elk der later geboren nakomelingen;
- c) Premiën bij het zoogen : ten minste 10 t. h. van het maandloon gedurende tien maanden;
- d) Maandelijkschen onderstand voor al de kinderen beneden 14 jaar, onderstand die gaat van 5 tot 7 $\frac{1}{2}$ t. h. van het maandloon;

3° Verplichte lidmaatschap van eene compensatiekas met bijdrage van minstens 5 t. h. van het geheel bedrag der loonen en wedden door elken werkgever betaald.

Het voorstel Bokanowski verwekte hevig verzet in de nijverheidswereld. Daar werd tegen aangevoerd, dat de lasten werden verzwaard, en vooral dat de algemeen gemaakte verplichting voor al de werkgevers een gevaarlijk beginsel huldigde, doordat een soort burgers den last dragen moest van eene hervorming in zake socialen onderstand ten behoeve van een ander soort burgers. Anderzijds, legde dit stelsel strenge en eenvoudige regels op voor gansch het land, zonder de plaatselijke belangen in acht te nemen. Door de Commissie voor sociale verzekeringen en voorzorg gewijzigd, werd dit voorstel echter niet door het Fransch Parlement in overweging genomen.

Niettemin was de Regeering der Republiek van gevoelen, dat het mogelijk was en bovendien nuttig, zonder dezelfde bezwaren terug te roepen, de uitbreiding van de gezinsvergoedingen ijverig aan te wakkeren.

De wet van 19 December 1922 werd goedgekeurd en luidde aldus :

« In de lastenkokieren over openbare werken, aangegaan met den Staat, de Ministeriën, de gemeenten en de andere openbare instellingen kan de verplichting worden voorzien, ten bezware der aannemers, gezinsvergoedingen toe te kennen aan het personeel dat aan de werken wordt gebezigd. De wijze van toepassing dezer bepaling wordt vastgesteld door een decreet onder den vorm van openbare bestuursreglementen. »

De decreten — d. d. 13 Juli 1923 waardoor de modaliteiten der wet van 19 December 1922 worden bepaald — bevatten eene dubbele verplichting :

a) Vergoedingen uit te keeren ;

b) De betaling daarvan te doen door middel der compensatiekassen.

Krachtens de decreten kan de Minister, doch enkel in uitzonderlijke gevallen, de aannemers van deze betalingen ontslaan.

De aannemer kan zelf, zonder de tusschenkomst van eene compensatiekas, persoonlijk voor de gezinsvergoeding zorgen, doch op deze dubbele voorwaarde :

1^o Dat de werkgever ten minste 2,000 werklieden of bedienden bezige ;

2^o Dat hij in zijne onderneming een vergoedingsdienst hebben ingericht, die aan dezelfde vereischten voldoet als de toegelaten compensatiekassen.

Buiten deze uitzonderingen is de aannemer verplicht te bewijzen, dat hij bij eene compensatiekas is aangesloten :

» Waarom richt de Staat zich tot eene Compensatiekas? vraagt de heer Graveron, voorzitter van het Syndicaat der Aannemers van Openbare Werken in Frankrijk, die van deze decreten een zeer belangrijke verklaring heeft gegeven.

» Omdat de Staat wil dat de werklieden, die bij een aannemer voor den Staat arbeiden, dezelfde voordeelen zouden genieten als zij die rechtstreeks voor den Staat werken.

» De Compensatiekas, welke door het decreet terecht wordt omschreven als zijnde eene instelling opgericht onder de ondernemingshoofden om onder hen den last der vergoedingen te verdeelen, is voor den Staat het onontbeerlijke organisme om hem de zekerheid te geven dat de uitkeering der vergoedingen het doorzenden der huisvaders niet voor gevolg zal hebben.

» Doch hij moet ook de zekerheid hebben, dat de kassen geene winstgevende organismen zullen zijn, welke door winstbejag en oneerlijkheid van hun doel zouden kunnen afgekeerd worden.

» Kortom, de Staat moet voorzorgsmaatregelen treffen, zooals hij gedaan heeft ten aanzien van de ongevallen-verzekering.

» En vermits, ten slotte, de nieuwe lasten door den Staat worden gedragen, heeft deze het recht van de beheerders der kassen te eischen, dat zij de voorwaarden naleven zouden, welke noodzakelijk schijnen voor het beschermen van de belangen der werklieden.

» Het groot getal kassen die achtereenvolgens werden opgericht, hebben alle goede vruchten afgeworpen, juist wegens de lenigheid waarmede zij zich aan al de behoeften der industrieelen konden aanpassen.

« Het ware toch iets buitengewoons dat de Staat het recht niet hebben zou de kassen te kiezen die hem voldoening kunnen schenken en die zich willen aanpassen aan zijne behoeften.

» Uit dien hoofde eischt het decreet dat « de kassen, die gezinsvergoedingen uitkeeren, door den Staat toegelaten zijn ».

Hoe zal deze toelating geschieden?

« Door den Minister van Arbeid. Ten einde echter buitensporige centralisatie te weren, en met inachtneming vooral van het feit dat de loonen verschillen volgens gewest en plaats, alsmede van het feit dat schier over gansch het land compensatiekassen bestaan, bepaalt het decreet dat deze aanneming geschieden zal na eene plaatselijke en gewestelijke Commissie te hebben gehoord.

» Deze commissiën worden natuurlijk samengesteld uit vertegenwoordigers van de betrokken besturen die beter geschikt zijn om de vereischten waaraan de kas moet voldoen, vast te stellen.

» Welke zijn deze vereischten?

» In strijd met de bekommering welke al te vaak tot uiting kwam en in zekere mate de vertraging van het decreet voor gevolg had, schijnt er geen sprake van te zijn, een onveranderlijk kader op te stellen.

» Het bestuur neemt blijkbaar genoegen met de vereischte waarborgen voor de goede werking der kassen. »

Het verlangt zich te wenden tot ernstige inrichtingen « die een voldoende getal betalende en trekkende leden hebben om te kunnen bestaan; insgelijks wil het zich vergewissen van de zedelijke waarde van de beheerders der kassen en van dezer geldelijke stevigheid. »

* * *

Zou het niet nuttig zijn ook in ons land eene dergelijke hervorming in te voeren? Wij meenen wel van ja. Wij denken evenwel niet dat men de aansluiting bij de Compensatiekassen verplichtend moet maken voor al de aannemers van den Staat. Het karakter van deze instelling is moeilijk overeen te brengen met verplichting, en, bovendien, zooals blijkt uit het merkwaardig verslag voorgelegd, op 14 November 1923, bij het « Studiecomité voor de Gezinsvergoedingen » zijn de Compensatiekassen in België nog niet voldoende in zwang ⁽¹⁾.

De oplossing moet, naar onze meening, verder gezocht worden in eene formule die, voor de openbare werken van den Staat, aan de aannemers de keuze laat tusschen deze aansluiting en de betaling aan de werklieden van eene rechtstreeksche gezinsvergoeding.

⁽¹⁾ *Studiecomité voor de Gezinsvergoedingen*. Verslag ingediend op de vergadering van 14 November 1923, door den heer Paul Goldschmidt. (Brussel. Drukkerij Weissembruch, 1923.)

Deze formule zou voor gevolg hebben de aansluitingen te bevorderen, en in ieder geval de arbeiders, die huisvaders zijn, in 't voordeel te stellen. Welnu, indien de gezinsvergoeding in geene deele eene schuldvordering is van den arbeider op den werkgever, kan men dan niet zeggen dat het Rijk, vertegenwoordigd door de openbare machten, bijzondere plichten heeft tegenover de groote gezinnen? Deze gezinnen bereiden de arbeiders en de arbeidsleiders voor de Natie. Zijn de belangen van deze gezinnen niet de belangen van den Staat zelf? ⁽¹⁾

Daartoe ware het voldoende in de lastkohieren van de openbare werken te vermelden dat, voor de keuze van den aannemer, de Staat de voorkeur zal verleenē aan degenen die zullen bewijzen aangesloten te zijn bij eene kas voor gezinsvergoeding, waarvan de statuten eene maandelijksche tegemoetkoming van minimum 10 frank verleenē voor elk kind van minder dan 14 jaar. Voor de vergelijking van de aanbiedingen, zullen de prijzen voor de niet aangeslotenē verhoogd worden met 2 t. h. Is de aannemer niet aangesloten bij eene Gezinsvergoedingskas, dan moet hij aan zijne werklieden en bedienden eene tegemoetkoming betalen van minimum 50 centiem per dag en per kind van minder dan 14 jaar. In elk geval moet de aannemer, van zoodra de werken beginnen, aan de administratie eene lijst overleggen van de leden van zijn personeel, werklieden en bedienden, die daarbij werkzaam zijn, met de samenstelling van elks gezin en den geboortedatum van elk kind van minder dan 14 jaar. Hij moet evenzoo de administratie op de hoogte brengen over alle wijzigingen die gedurende de uitvoering der werken kunnen voorkomen in de samenstelling van deze lijst en in de gezinnen van de belanghebbenden.

Betaalt de Gezinsvergoedingskas of de niet aangesloten werkgever de tegemoetkomingen niet, dan zal de Administratie ze betalen aan de rechthebbenden voor rekening van den gegadigden ondernemer en zal de aldus uitgekeerde sommen afhouden van de sommen verschuldigd voor de uitgevoerde werken.

Dit is het stelsel dat door de stad Luik in hare lastkohieren werd ingeschreven, door eene beslissing van 26 Februari 1923 waarvan wij de bewoordingen in ons voorstel overnemen. Het heeft dit voordeel dat het, met aan de aannemers de keuze te laten tusschen de aansluiting of de niet-aansluiting bij eene compensatiekas, eene al te strenge wijze van tussekomenst te vermijden. Het vertrouwt de industrieelen, die op eigen hand eene regeling troffen en wenscht zich niet te wengen in het beheer en de verdeeling van de kassen die zij hebben opgericht.

Op 6 Juli 1923, heeft de Provinciale Raad van Henegouw eene gelijkaardige beslissing getroffen. Op 1 November 1923, heeft de stad Antwerpen op zijn beurt dezelfde hervorming toegepast met enkele eenigszins verschillende modaliteiten. Het reglement luidt :

« De lastkohieren van de aanbestedingen der openbare werken van de Stad, en van de werken door haar uitgevoerd, evenals deze welke zij door toelagen steunt, moeten de verplichting voor de aannemers behelzen aan het personeel,

(1) *Semaines sociales de France*, XV^e session. Grenoble, 1923. (J. Gabalda, éditeur, Paris.)

zoowel werklieden als bedienden die zij voor de stadswerken gebruiken, eene gezinsvergoeding te verleenen van ten minste :

10 frank per maand voor het 1 ^{ste} kind.			
12	id.	id.	2 ^{de} id.
14	id.	id.	3 ^{de} id.
16	id.	id.	4 ^{de} id.

en voor elk der volgende van minder dan 14 jaar (van af het begin tot aan het eind van het uit te voeren werk). Op de loonstaten moeten zij afzonderlijk en voor elk lid van hun personeel de gezinsvergoedingen opgeven die zij hebben betaald.

» De aannemer overhandigt aan het Gemeentebestuur, van zoodra het werk begint, eene lijst van het personeel, arbeiders en bedienden, dat er aan werkzaam is, met vermelding van de samenstelling van ieders gezin en den geboortedatum van elk kind dat niet 14 jaar oud is.

» Hij moet evenzoo aan het Gemeentebestuur inlichtingen geven over elke wijziging die zich zou kunnen voordoen, gedurende de uitvoering der werken, in de samenstelling van deze lijst, en in deze van de gezinnen der belanghebbenden.

» Betaalt de aannemer de gezinsvergoedingen niet, dan zal het College dezelve uitkeeren aan de rechthebbenden voor rekening van den aannemer, en zal de aldus betaalde sommen afhouden van de sommen, verschuldigd voor de uitgevoerde werken of van zijne borgstelling.

» Deze gezinsvergoedingen kunnen niet in aanmerking komen voor het vaststellen loon-minima bepaald bij beslissing van den Gemeenteraad op 23 Januari 1923 ».

* . *

Wanneer wij voorstellen het stelsel der stad Luik ook op de werken van den Staat toe te passen, ontveinzen wij ons niet de opwerpingen die men zal aanvoeren. Maar wij meenen dat de bedrijfsleiders zelf verstandig genoeg zijn om deze opwerpingen tot de ware beteekenis te herleiden, welke niet zwaar weegt vergeleken bij de sociale voordeelen eener dergelijke hervorming.

Men zal voorzeker zeggen dat dit stelsel voor de aannemers een nieuwen last zal medebrengen. Daarop antwoorden wij dat nu reeds velen van hen bij compensatiekassen zijn aangesloten. In het stelsel der gezinsvergoedingen waardeeren zij een middel om hunne beste werklieden bij zich te houden, degenen die bewust zijn van hunne plichten en hunne verantwoordelijkheid, met de bezadigdheid en de practijk van het leven. Welnu, het is onwaarschijnlijk dat de werkgevers, aangesloten bij deze compensatiekassen, de slachtoffers van de concurrentie der anderen zouden zijn. Hebben de eersten hogere eenheidsprijzen dan de anderen? Wij willen er op wijzen dat de nijverheid, op dewelke ons voorstel meer rechtstreeks betrekking heeft, nu reeds eene belangrijke *Nationale Kas voor gezinsvergoedingen en sociale verzekeringen van het bouwvak en de openbare werken bezit*, opgericht door de Nationale Vereeniging van deze groepeerings. Deze zeer goed opgevatte en beheerde Kas werd gesticht op 2 Augustus 1922, telt thans 242 aangeslotenen en controleert 46 miljoen frank arbeidsloon per jaar. Alleen kunnen er deel van

uitnaken de bedrijfsleiders, in de nijverheid of den handel, behoorende tot het bouwvak en tot de openbare werken of tot de daarmee samengaannde nijverheidstakken (steengroeven, steenbakkerijen, enz.). Degenen die er de voordeelen van genieten zijn de bedienden en de arbeiders van de aangesloten firmas :

- a) Die eene wedde of een loon trekken waarvan het jaarlijksch bedrag niet 9,000 frank overschrijdt;
- b) Die kinderen van minder dan 14 jaar te hunnen laste hebben;
- c) Die, op het oogenblik der uitkeering van de vergoedingen, ten minste een maand effectief werkzaam zijn bij eene aangesloten firma.

Het doel van deze vereeniging zonder winstgevend doel, zooals bepaald is in artikel 4 van de statuten, is : « het inzamelen en beheeren van de bijdragen der leden om, aan hun in België werkzaam zijnde personeel van bedienden en arbeiders, gezinsvergoedingen en sociale verzekeringen te bezorgen zooals de verzekering tegen ongevallen, invaliditeit, ziekte, ouderdom, werkloosheid, evenals alle andere werken van verzekering en onderlinge hulp ». Zooals men ziet omvat dit sociaal doel nog heel wat meer dan de gezinsvergoedingen.

Voor de industrieelen die inschrijven op werken voor den Staat uit te voeren, zonder aangesloten te zijn bij eene Compensatiekas, zal de contractueele verplichting tot het uitkeeren der vergoedingen blijkbaar een tegenwicht krijgen in den waarborg over een beter personeel te kunnen beschikken.

Immers, vérmits deze vergoedingen voorbehouden zijn aan de kinderen beneden 14 en 15 jaar, zijn zij hoofdzakelijk van belang voor de werklieden van 25 tot 45 jaar, die de leeftijd is waaronder de flinkste werkkrachten worden gevonden. Het zijn gewoonlijk gevormde werklieden die meester zijn over hun vak en die lichamelijk en geestelijk best geschikt zijn om goed werk te leveren. Het zijn huisvaders die, bewust van hun sociale plichten en verantwoordelijkheid, den bezadigden en practischen kant van het leven bezitten.

Moesten eenige industrieelen de gewichtigheid van deze zijde van het vraagstuk niet inzien, dan zeggen wij hun, met de cijfers aan de hand, hoe gering feitelijk vooralsnu de lasten zijn der gezinsvergoeding : 1.80 t. h. tot 2 t. h. van de betaalde loonen. En wanneer, door middel van de compensatiekassen — die de gelijkheid brengen in zake bijdragen, — de verstandhouding op dat gebied onder de ondernemingshoofden zal heerschen, kan men, indien werkelijk deze lichte last te zwaar schijnt, hem overbrengen op de verbruikers, dat is op iedereen, met de bezwaren der vergoedingen bij den kostenden prijs te voegen.

Inderdaad, moesten deze lasten, bij den kostenden prijs gevoegd, eenigszins den prijs der openbare werken verhoogen, dan zal de gemeenschap dit te haren laste nemen. Onrechtstreeks zal zij aan zich zelf een dienst bewijzen. En het inschrijven van dit nieuwe beginsel in de contracten en overeenkomsten zal stilaan op de openbare meening denzelfden goeden indruk maken als het inschrijven in de lastkohieren van het minimum-salaris, de Zondagrast en de ongevallenverzekering.

De familievergoedingen steunen op eene zoo rechtvaardige en vruchtbare gedachte dat de Belgische Staat, bij de werken en ondernemingen die moeten worden uitgevoerd, voorzeker, eene ernstige poging zal doen om de toepassing er van algemeen te maken.

H. CARTON DE WIART.

ANNEXE AU N° 114.

Proposition de loi visant l'insertion dans les cahiers des charges des entreprises de l'État d'une clause relative à l'allocation familiale

ARTICLE UNIQUE.

La clause ci-après sera insérée dans les cahiers des charges régissant les entreprises des travaux exécutés pour l'État :

« Pour le choix de l'adjudicataire, l'État accordera la préférence aux soumissionnaires qui justifieront de leur affiliation à une Caisse d'allocations familiales dont les statuts assurent une allocation mensuelle minimum de 10 francs par enfant âgé de moins de 14 ans. Pour la comparaison des offres, les prix des soumissions des non affiliés seront augmentés de 2 %.

» Si l'adjudicataire n'est pas affilié à une Caisse d'allocations familiales, il devra payer à ses ouvriers et employés une indemnité familiale s'élevant à fr. 0,50 par jour et par enfant de moins de 14 ans. Dans tous les cas, l'adjudicataire fournira à l'Administration, dès le commencement des travaux, une liste des membres de son personnel, tant ouvrier qu'employé, qui y sont occupés avec la composition de la famille de chacun d'eux et la date de naissance de chaque enfant dont l'âge ne dépasse pas 14 ans.

BIJLAGE VAN N° 114.

Wetsvoorstel tot opneming, in de lastkohieren van 's Rijks werken, van eene bepaling betreffende de gezinsvergoeding.

EENIG ARTIKEL.

Onderstaande bepaling moet opgenomen worden in de lastkohieren betreffende het aannemen der werken uitgevoerd voor den Staat :

« Voor de keuze van den aannemer geeft de Staat de voorkeur aan de inschrijvers die bewijzen dat zij aangesloten zijn bij eene Kas voor gezinsvergoedingen waarvan de statuten eene maandelijksche minimum-vergoeding van 10 frank voor elk kind beneden 14 jaar verzekeren. Om de aanbiedingen te kunnen vergelijken, worden de prijzen van de inschrijvingen der niet-aangeslotenen verhoogd met 2 t. h.

» Is de aannemer niet aangesloten bij eene Kas voor gezinsvergoedingen, dan moet hij aan zijne werklieden en bedienden eene gezinsvergoeding betalen van ten minste fr. 0.50 per dag en per kind beneden 14 jaar. In elk geval moet de aannemer, bij den aanvang der werken, aan het Bestuur de lijst overmaken van de leden van zijn personeel, werklieden zoowel als bedienden, die daarbij arbeiden, met opgave van de samenstelling van het gezin van elk hunner, alsmede van den geboortedatum voor elk kind beneden 14 jaar.

H.

» Il devra également renseigner l'Administration sur toute modification qui surviendrait au cours des travaux dans les éléments de cette liste, et dans la composition des familles des intéressés.

» En cas de non paiement des indemnités par la Caisse d'allocations familiales ou par le patron non affilié, l'Administration effectuera les paiements aux ayants droit pour le compte de l'entrepreneur adjudicataire et retiendra les sommes ainsi déboursées sur les sommes dues pour les travaux exécutés.

» Ces indemnités familiales ne peuvent entrer en ligne de compte pour la détermination des minima de salaires prévus par les cahiers des charges. »

» Hij moet eveneens aan het Bestuur kennis geven van elke wijziging welke gedurende de werken mocht voorkomen onder hen, die op de lijst zijn ingeschreven, en in de samenstelling van de gezinnen der belanghebbenden.

» Ingeval de vergoedingen niet worden uitgekeerd door de Kas voor gezinsvergoedingen of door den niet aangesloten patroon, worden zij door het Bestuur aan de rechthebbenden betaald voor rekening van den aangewezen aannemer; de aldus uitgegeven sommen worden afgehouden van de sommen, die wegens de uitgevoerde werken zijn verschuldigd.

» Gezegde gezinsvergoedingen komen niet in aanmerking tot bepaling van het minimum-loon voorzien door de lastkohieren. »

H. CARTON DE WIART.

A. DEVÈZE.

HENRI HEYMAN.

LÉON TROCLET.

E. FLAGEY.

FRANZ FISCHER.
